

Communiqué de l'ALUBnF

1^{er} juillet 2022

Jeudi 30 juin se tenait le Conseil d'administration (CA) de la Bibliothèque nationale de France (BnF) visant à entériner la réforme des modalités de la communication directe, contre laquelle l'ALUBnF se mobilise depuis trois mois, aux côtés de l'Intersyndicale des personnels. Le même jour, l'ALUBnF et l'Intersyndicale organisaient sur le site de Tolbiac – François Mitterrand un **grand rassemblement festif**. Ce rassemblement des lecteurs et personnels a été un grand succès, avec un hall est de Tolbiac rempli pour redire haut et fort notre opposition commune à la réforme en cours (<https://youtu.be/4gk7mF7dtNc>). Des **personnalités du monde de la recherche et de la culture** ont pris la parole pour soutenir le mouvement (le philosophe Peter Szendy, l'écrivain Thomas Clerc, auxquels s'ajoute le soutien exprimé cette semaine par l'historien et professeur au Collège de France Patrick Boucheron). **Quatre députés** sont venus eux aussi nous apporter leur soutien, et témoigner leur inquiétude face aux évolutions de la BnF. Nous avons convenu de continuer à travailler ensemble dans les semaines à venir : **Sandrine Rousseau** (membre de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale), **Arthur Delaporte** (porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et membre de la commission des affaires sociales), **Fatiha Keloua Hachi** (membre de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'AN) et **Inakio Echaniz** (membre de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'AN). Ensemble, nous allons travailler à mettre la question de l'avenir de la BnF et de ses personnels, un dossier hautement symbolique dans la défense des services publics, au cœur des débats parlementaires à venir.

Deux déclarations, l'une de l'Intersyndicale et l'autre de l'ALUBnF, ont ensuite été lues devant le CA de la BnF, qui se tenait en visioconférence, mais auquel nous avons réussi à nous connecter pour démontrer l'ampleur de la mobilisation qui ne faiblit pas. Nous avons redit notre opposition irréductible à la réforme et **réaffirmé la revendication d'un retour à la communication directe intégrale, de 9h à 17h**, comme cela était le cas avant la crise du Covid.

La délibération adoptée par le CA, sans les voix des représentants élus des usagers qui ont voté contre les propositions d'aménagement marginal de la direction, marque certes une étape négative dans la tentative de la direction d'imposer unilatéralement une réforme des conditions de recherche en Rez-de-Jardin. Mais ce n'est qu'une étape et le compte n'y est pas. **L'ALUBnF restera mobilisée** et continuera à relayer inlassablement la mobilisation des lectrices et lecteurs en France et à l'international tant que cette réduction inadmissible du service public restera en vigueur. Nous nous mobiliserons dans les jours, les semaines et les mois qui viennent pour obtenir que les nouveaux postes qui seront éventuellement ouverts soient des emplois pérennes recrutés statutairement ou sur CDI, et qu'ils soient affectés en priorité à la communication directe, avec l'objectif de son rétablissement intégral.

L'ALUBnF continue aussi de porter la revendication forte de l'ouverture de concertations élargies sur les priorités et l'avenir de la BnF, sous la forme d'**États généraux de la BnF**, qui rassembleraient tous les acteurs concernés : direction de la BnF, Conseil scientifique, représentants des syndicats de personnels, représentants élus des usagers, ALUBnF, représentants des tutelles (Ministères de la Culture / Ministère des Finances) mais aussi du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, présidents des sociétés savantes soutenant le mouvement, représentants du monde de la culture...

La BnF est un service public que nous ne nous laisserons jamais de défendre, pour les lectrices et lecteurs d'aujourd'hui et de demain.